

29 DEC 2023

A R R E T E N° 2023.0175

DP 025 580 23 A0109

**MAIRIE
de VALENTIGNEY****RETRAIT APRES DECISION**

Demande déposée le 19/09/2023 et complétée le 19/09/2023

N° DP 025 580 23 A0109

Par :	EFFY SOLAIRE Chez Apem energie représentée par M. Cédric BOCQUET Po/ M. Michel SANCHEZ
Demeurant à :	6, rue de bretagne 38070 ST QUENTIN FALLAVIER
Sur un terrain sis à :	21, Bis rue Etienne Oehmichen 25700 VALENTIGNEY BS 218
Nature des Travaux :	Installation de panneaux photovoltaïques, intégration simplifiée sur toiture de maison individuelle

Surface de
plancher : - m²**Le Maire de la Ville de VALENTIGNEY**

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 octobre 2013 et le 22 mai 2014, et ses annexes,
modifié par délibération du 16 novembre 2016,
Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) du Doubs et de l'Allan dans le Pays
de Montbéliard et du Rupt sur la Commune de Bart approuvé le 27 mai 2005,

Vu l'arrêté de non opposition à la déclaration préalable n° 025 580 23 A 0109 délivré en date du
22 septembre 2023,

Vu la demande de retrait de déclaration préalable en date du 22 décembre 2023 et réceptionnée
le 22 décembre 2023,

A R R E T E**ARTICLE 1 :**

Le retrait de la déclaration préalable susvisée est prononcé.

ARTICLE 2 :

Les travaux ne pourront dès lors être entrepris qu'après avoir obtenu une nouvelle décision de
non opposition.

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt :

Transmis à la sous-préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

19 SEPT 2023

29 DEC 2023

29 DEC 2023

29 DEC 2023



VALENTIGNEY, le 27 décembre 2023
Pour le Maire,
L'adjointe déléguée

Lise VURPILLOT

A R R E T N° 2023.0175

DP 025 580 23 A0109

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET RECOURS : Le destinataire qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également dans ce délai saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr